L'association Pro-Jet tire la sonnette d'alarme

NYON L'institution quasiment trentenaire qui accompagne des chômeurs, des rentiers AI mais surtout des jeunes dans leur (ré-)insertion professionnelle est aux abois. Elle demande du temps et de l'aide pour se restructurer.

PAR **DIDIER.SANDOZ**@LACOTE.CH

«La situation actuelle très difficile pour l'association Pro-Jet ne provient pas d'une réaction tardive de notre part, mais bien d'une évolution rapide de la conjoncture économique et de signaux d'alarme qui n'étaient pas allumés auparavant. Ce n'est pas une raison pour abandonner. Nous ne pouvons pas laisser ces jeunes en insertion professionnelle sans appui.»

Les propos de Pierre-André Romanens révèlent la détermination de celui qui est vice-président de l'association à but non lucratif active depuis près de trente ans dans le domaine de l'insertion professionnelle pour des bénéficiaires de tout âge.

Car l'institution, installée dans les murs de l'ancienne usine Stellram, entre la route de l'Etraz, les voies CFF et la rivière L'Asse, connaît des instants difficiles. On redoute même une faillite de l'organisation qui a vu fondre ses soutiens publics venus du canton.

Victime du faible taux de chômage

Comment en est-on arrivé là? Peu avant Noël, le renoncement récent à l'exploitation d'une ressourcerie à la déchetterie de Gland avait mis en lumière les difficultés financières de l'organisation.

«C'est un processus purement mécanique, explique le vice-président, également député PLR au Grand Conseil. La subvention cantonale – elle-même financée par la Confédération – a été considérablement réduite en raison de la baisse du taux de chômage.»

Cela a conduit à la suppression de certaines activités de Pro-Jet dont son secteur Net&Co qui gérait notamment le Bric-à-Brac. Six emplois équivalent plein-temps ont été sacrifiés.

Des délais trop courts pour s'adapter

«Puis cela s'est précipité depuis la première annonce à l'été 2022», ajoute encore Pierre-André Romanens qui estime que l'association n'a pas disposé de suffisamment de temps pour adapter sa structure, «d'autant que nous étions en plein déménagement avant de retrouver nos locaux rénovés, avec des loyers qui n'étaient pas les mêmes qu'avant.»

En danger à court terme

Désormais, le temps presse car la viabilité de Pro-Jet n'est pas assurée au-delà de l'automne au plus tard. «Et même, à ce rythme-là, on serait très mal dès fin juin si aucune mesure forte n'est prise», avertit notre interlocuteur, qui siège au comité depuis cinq ans, bénévole comme ses pairs. «Une restructuration forte s'impose mais il faut surtout éviter de déconstruire tout l'édifice.»

L'exercice ne s'annonce pas simple. Pour se rendre moins dépendants des fluctuations des versements liés au chômage, Pro-Jet s'est diversifié et propose des mesures d'insertion préconisées par l'AI, par l'assurance-chômage, ainsi que des jeunes en sortie de scolarité. L'association n'est pas propriétaire de ses murs ni de tous ses outils. Il faut donc calculer l'implication et le coût de ces mesures et rendre des comptes à chacun des mandants.



Pro-Jet a notamment mandat d'assurer la maintenance des vélos en libre service de PubliBike. ARCH. S. HARO



A ce rythme-là, on serait très mal dès fin juin si aucune mesure forte n'est prise."

PIERRE-ANDRÉ ROMANENS
VICE-PRÉSIDENT
DE L'ASSOCIATION PRO-JET

Et comme tout bénéfice doit être restitué en fin d'exercice en déduction des subventions, il n'existe aucune réserve financière. «Nous devons avoir une institution qui tourne mais nous ne devons pas faire de profit et nous ne sommes pas maîtres de nos rentrées financières. La marge de manœuvre est étroite», constate le vice-président qui précise que les comptes 2022 sont sains.

Appel à l'aide au canton

Davantage que de l'argent, c'est bien d'une aide dans l'analyse de la structure, ainsi que du temps dont Pro-Jet a besoin pour mener à bien sa refonte. «La société n'a pas le droit de laisser tomber ces jeunes», alerte encore Pierre-André Romanens.

Pour alerter de cette situation périlleuse au niveau cantonal, le député nyonnais Alexandre Démétriadès développera demain une interpellation au Grand Conseil. Egalement vice-président de la fondation Esp'Asse, qui gère les locaux dans lesquels travaille Pro-Jet, le socialiste sollicite notamment un financement supplémentaire pour compenser la baisse des fonds venus de la Confédération pour une période transitoire de deux à trois ans.

«On sait que Pro-Jet est une institution qui joue un rôle important dans notre région. Elle ne doit pas être la seule dans le canton à connaître ce genre de difficulté. Le gouvernement vaudois doit se positionner sur cette situation», estime le jeune député soutenu par près de 50 collègues de tous bords politiques et de toutes régions.

Le principal locataire d'Esp'Asse

L'ironie du sort veut que cette crise survienne juste au moment où Pro-Jet vient de réemménager dans des locaux rénovés sur mesure pour elle, sur le site de l'ancienne usine Stellram. Propriétaire des lieux, la fondation Esp'Asse observe attentivement la situation. «Les différents services mandatant l'association avaient avalisé les nouveaux loyers après les 6 millions d'investissements que nous avons consentis», rappelle son président, Jean-Claude Bouvrot.

A elle seule, l'institution paie un tiers des loyers du site à vocation sociale. Selon le président d'Esp'Asse, la restructuration de projets est indispensable et urgente. «Il y aura une période sensible, mais Pro-Jet devrait survivre dans une forme allégée. Il faut à tout prix que ces mesures de réinsertion ne disparaissent pas mais il faut miser sur ce qui est vraiment utile et sans attendre l'Etat providence.» Et en cas de faillite de l'association, ces locaux réalisés selon ses besoins, pourraient trouver d'autres locataires, mais toujours à vocation culturelle ou sociale.

«L'occasion de rencontrer des thérapeutes»

MORGES Le Salon des thérapies naturelles s'est tenu à Beausobre. Avec pas moins de 130 exposants, 70 conférences et 50 ateliers.

Il est 10h à peine, ce dimanche à Morges. Quelques exposants du Salon des thérapies naturelles, rejoints par les premiers hôtes de la journée, se réunissent au milieu des stands au son des tambours. Durant plusieurs minutes, les battements résonnent dans la salle multifonction du Cube de Beausobre.

Au dernier jour de ce rendez-vous dédié au bien-être et à la santé, le public est majoritairement composé de connaisseurs. Si certains découvrent la manifestation pour la première fois, ils n'ont pas fait le déplacement par hasard. «Je viens pour m'informer, explique une habitante de Lonay, qui se soigne déjà grâce à la médecine complémentaire. Il faut arrêter avec tous ces produits chimiques et revenir un peu à la source.»

«Les visiteurs sont déjà sensibles à tout ça», confirme Isabelle Moinon, directrice de l'école spécialisée en réflexologie Réflexe Santé, basée à Morges. Sensibles, certes, mais pas forcément au fait de tout ce qui existe. Avec 130 exposants et quantité de spécialités, il y a de quoi faire des découvertes.

Trouver à qui s'adresser

Et c'est là l'un des objectifs de l'événement, selon Bernard Halil, responsable de l'organisation. «C'est l'occasion pour le public de rencontrer des thérapeutes et de pouvoir échanger en direct avec eux. Ce n'est pas forcément évident de se faire une idée quand on cherche une adresse sur Internet.»



La journée a commencé au son des tambours, dimanche. CÉDRIC SANDOZ

Et que trouve-t-on parmi les exposants, ateliers et conférences proposés? Des thérapies en tous genres, «à moins que ce soient des choses qui touchent à des sectes», note encore Bernard Halil.

En cas de doute, les responsables procèdent à des vérifications: «On regarde que les gens aient un cabinet, qu'ils soient établis et on peut demander, par exemple, des attestations de formation.» **CGE**